

Au sommet des pays francophones

Le Québec effectuera une percée diplomatique importante (Bourassa)

♦ (PC) — Selon le premier ministre Robert Bourassa, le Québec va effectuer une importante percée diplomatique sur la scène internationale lors du premier sommet des pays francophones qui doit se tenir dans deux semaines à Paris.

par Donald CHARETTE

Avant de recevoir hier soir à Québec les diplomates qui préparent la tenue de ce sommet, le premier ministre a rencontré la presse pour justifier le fait que le Québec n'aura pas le droit de parole à la séance d'ouverture.

On sait que le Québec a obtenu un statut de gouvernement participant lors de cette rencontre, comme cela se faisait à l'Agence de coopération culturelle et technique, ce qui signifie qu'il pourra exprimer son point de vue dans certains domaines, lors des séances à huis clos.

Cependant, bien que la décision ne soit pas encore officielle, il semble de plus en plus évident que la séance d'ouverture télévisée sera réservée à seulement quelques pays, dont le Canada.

"Je parlerai au nom de tous les Canadiens", de soutenir très clairement la semaine dernière M. Mulroney dans une entrevue. "Il n'a fait qu'exprimer une réalité juridique", de répondre hier le premier ministre du Québec.

M. Bourassa y voit néanmoins une percée significative pour le Québec sur la scène internationale.

"C'est la première fois qu'un gouvernement faisant partie d'un ensemble fédéré pourra s'exprimer. C'est un avantage d'avoir un statut international, même si nous ne sommes pas un gouvernement national, c'est une percée diplomatique... Essayez de me trouver un autre exemple en politique internationale d'un statut similaire."

Le premier ministre a laissé entendre par ailleurs que le Québec avait le choix entre parler au début, lors de la séance d'ouverture, ou à la fin, et qu'il avait opté pour la clôture afin d'inviter les 35 pays

participants à tenir le deuxième sommet à Québec.

En fait, M. Bourassa a fait état de cette possibilité d'une deuxième rencontre au Québec une fois qu'il fut devenu évident qu'il ne pourrait s'exprimer lors de la séance d'ouverture.

En prenant cette initiative, le Québec espère obtenir un statut plus avantageux lors du second sommet.

A ce sujet, M. Bourassa a affirmé hier soir que les chances paraissent bonnes pour qu'il se déroule au Québec et qu'il s'agit là d'une véritable priorité pour son gouvernement.

M. Bourassa a repoussé toutes les allusions voulant que le Québec soit

finalement sur le même pied que le Nouveau-Brunswick: "Nous avons le même statut juridique, mais c'est très différent sur le plan politique."

Efficacité

Par ailleurs, M. Bourassa a démontré hier son intention de faire de ce premier sommet une réussite sur le plan économique.

Devant les sherpas (le vocable sous lequel on désigne ce groupe de travail chargé de préparer le sommet), il a insisté sur le devoir d'innover en donnant aux travaux un tour résolument concret.

"Pour nous, la francophonie doit être efficace, moderne et généreuse, enracinée dans le vécu quotidien et résolument ouverte sur l'avenir,

soucieuse de s'attaquer résolument aux problèmes immédiats, souvent aigus, de santé, d'éducation, de communication et d'économie.

"C'est pourquoi il me semble que nous devrions nous attaquer en priorité, sans doute pour de longues années, aux problèmes majeurs qui concernent le développement économique, et les conditions mêmes de ce développement, soit la formation, l'information scientifique et technique, la communication, l'énergie et l'agro-alimentaire et, bien sûr, en plus et tout naturellement, tout ce qui a trait aux questions linguistiques."

M. Bourassa a signalé enfin, que compte tenu des difficultés d'organisation, "nous avons collectivement l'obligation de réussir".